

2024-2025

États financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025





N° de cat. : lu97-1/4F-PDF

ISSN : 2818-5749

Sauf indication contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, à des fins de redistribution commerciale sans l'autorisation écrite préalable de l'administrateur des droits d'auteur de PacifiCan. Pour obtenir l'autorisation de reproduire des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales, demandez l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

PacifiCan
500 – 13401 108 Ave
Surrey (Colombie-Britannique) V3T 5T4

SCT© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada.

Also available in English.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne des rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2025 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PacifiCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PacifiCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PacifiCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires. Une évaluation fondée sur les risques du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

Les états financiers de PacifiCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par

Original signé par

**Naina Sloan, présidente
Vancouver (Canada)**

Tom Switzer, dirigeant principal des finances p. i.

28 août 2025

26 août 2025

Date

Date



Développement économique Canada pour le Pacifique

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	2025	2024
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 4)	53 178 198 \$	77 622 938 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 349 043	1 173 180
Avantages sociaux futurs (note 5)	382 523	395 365
Total du passif brut	54 909 764	79 191 483
Total du passif net	54 909 764	79 191 483
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	53 120 318	77 557 893
Comptes débiteurs et avances (note 6)	97 029	207 578
Prêts (note 7)	43 403 744	48 537 686
Total des actifs financiers bruts	96 621 091	126 303 157
Actifs financiers détenus au nom du gouvernement		
Prêts (note 7)	(43 403 744)	(48 537 686)
Total des actifs financiers détenus au nom du gouvernement	(43 403 744)	(48 537 686)
Total des actifs financiers nets	53 217 347	77 765 471
Dette nette du Ministère	1 692 417	1 426 012
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	24 536	77 499
Total des actifs non financiers	24 536	77 499
Situation financière nette du Ministère	(1 667 881) \$	(1 348 513) \$

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Original signé par

Original signé par

Naina Sloan, présidente
Vancouver (Canada)

Tom Switzer, dirigeant principal des finances p. i.

28 août 2025

26 août 2025

Date

Date



Développement économique Canada pour le Pacifique

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2025 Résultats prévus	2025	2024
Dépenses			
Croissance des entreprises	27 969 033 \$	38 428 056 \$	33 820 008 \$
Services aux entreprises	18 079 727	17 626 021	20 346 980
Innovation	18 752 487	17 469 531	32 748 994
Initiatives communautaires	6 417 992	12 980 622	31 290 248
Services internes	9 535 848	11 523 085	10 977 222
Dépenses engagées au nom du gouvernement	5 417 745	(7 273 199)	(4 932 430)
Total des dépenses	86 172 832	90 754 116	124 251 022
Revenus			
Amortissement de l'escompte	1 054 753	2 546 553	477 838
Intérêt	181 851	897 644	242 643
Autre	5 112	31 625	7 400
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 241 651)	(3 475 822)	(727 881)
Total des revenus	65	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	86 172 767	90 754 116	124 251 022
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		31 705 286	127 911 574
Variation du montant à recevoir du Trésor		(24 437 575)	(6 431 486)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)		2 978 352	2 611 769
Transfert d'actifs et de passifs provenant d'autres ministères (note 12)		80 188 685	8 612
Financement du gouvernement et transferts		90 434 748	124 100 469
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		319 368	150 553
Situation financière nette du Ministère – début de l'exercice		(1 348 513)	(1 197 960)
Situation financière nette du Ministère – fin de l'exercice		(1 667 881) \$	(1 348 513) \$

Information sectorielle (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique
État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)
Pour l'exercice terminé le 31 mars
(en dollars)

	2025	2024
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	319 368 \$	150 553 \$
Variation due aux charges payées d'avance	(52 963)	73 674
Augmentation nette (diminution) de la dette nette ministérielle	266 405	224 227
Dette nette du Ministère – début de l'exercice	1 426 012	1 201 785
Dette nette du Ministère – fin de l'exercice	1 692 417 \$	1 426 012 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	90 754 116 \$	124 251 022 \$
Élément sans effet sur la trésorerie		
Services fournis gratuitement		
par d'autres ministères (note 11)	(2 978 352)	(2 611 769)
Écarts dans l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des comptes débiteurs et des avances	(110 549)	(493 250)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(52 963)	73 674
Diminution (augmentation) des comptes créditeurs et charges à payer	24 444 740	6 960 146
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(175 863)	(211 977)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	12 842	(47 660)
Transfert d'actifs d'autres ministères (note 12)	(80 188 685)	(8 612)
Trésorerie utilisée dans les activités de fonctionnement	31 705 286	127 911 574
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	31 705 286 \$	127 911 574 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et de faire valoir les intérêts de l'Ouest dans l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux. Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a lancé Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan), en tant que nouvelle agence fédérale de développement économique régional pour la Colombie-Britannique, et Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan), en tant que nouvelle agence de développement économique régional pour les entreprises et les collectivités de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada est également ministre du Logement et de l'Infrastructure.

Le mandat de PacifiCan, tiré de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, consiste à soutenir et à diversifier l'économie de l'Ouest canadien. Ce vaste mandat permet à PacifiCan de mettre en place toute une gamme d'initiatives en Colombie-Britannique et d'effectuer des investissements stratégiques pour tirer profit d'avantages régionaux compétitifs et favoriser la croissance de l'économie en Colombie-Britannique. PacifiCan contribue également au Plan pour l'innovation et les compétences, du gouvernement du Canada, à d'autres priorités pangouvernementales et aux engagements énoncés dans les lettres de mandat des ministres.

PacifiCan a actuellement huit (8) points de service en Colombie-Britannique : à Vancouver, à Victoria, à Kelowna, à Prince George, à Cranbrook, à Fort St. John, à Prince Rupert, à Campbell River et à Surry, où se trouve l'administration centrale. Il y a également un bureau de liaison à Ottawa, en Ontario. Ainsi, l'Agence peut établir de solides partenariats avec des organisations économiques et communautaires, des établissements de recherche et d'enseignement universitaire, des peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités. Ces relations aident PacifiCan à refléter les perspectives de la Colombie-Britannique dans le cadre de la prise de décisions à l'échelle nationale.

PacifiCan encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PacifiCan :

- **Innovation** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont novatrices.
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont compétitives et exportent leurs produits/services.
- **Services aux entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique ont accès à des services de consultation et à du capital.
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités de la Colombie-Britannique disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique.



- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorise l'obtention du résultat stratégique de l'Agence.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux conventions comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

PacifiCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PacifiCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2024-2025. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2024-2025.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PacifiCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par PacifiCan est déposée dans le Trésor, et toutes les sorties de fonds faites par PacifiCan sont prélevées du Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PacifiCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.



(d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PacifiCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il/elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PacifiCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Agence découlant du régime. La responsabilité de PacifiCan relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Instruments financiers

Un contrat qui crée un instrument financier engendre, lors de sa conclusion, des droits ou obligations d'obtenir ou de fournir des avantages économiques. Les actifs financiers et les passifs financiers rendent compte de ces droits et obligations dans les états financiers. PacifiCan comptabilise un instrument financier lorsqu'il devient partie à un contrat d'instrument financier.

Les instruments financiers comprennent les débiteurs et prêts en cours, ainsi que les comptes créditeurs et les charges à payer.

Tous les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût ou au coût amorti. Tous les coûts des opérations associés sont ajoutés à la valeur comptable lors de la comptabilisation initiale.

Voir la note 10 Gestion des risques pour de plus amples renseignements sur les risques liés aux instruments financiers de PacifiCan.

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

(h) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle si un ou plusieurs événements futurs se concrétisaient. Si l'événement futur est susceptible de se concrétiser ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions actuelles. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(i) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels si un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(j) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition.

Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.



(k) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PacifiCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PacifiCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2025 (en dollars)	2024
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	90 754 116 \$	124 251 022 \$
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net mais pas sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(2 978 352)	(2 611 769)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(175 863)	(211 977)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	12 842	(47 660)
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	2 249 475	2 498 595
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	3 105 677	2 772 265
Autre	45 808	0
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais pas sur les autorisations	2 259 587	2 399 454
Ajustements pour les éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	43 586 084	63 982 135
Augmentation des avances aux employés	1 809	3 695
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(52 963)	73 674
Total des éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	43 534 930	64 059 504
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	136 548 633 \$	190 709 980 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2025	2024
	(en dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	34 348 701 \$	36 680 353 \$
Crédit 5 – Paiements de transfert	105 093 598	172 250 127
Montants législatifs	2 980 802	2 904 204
Moins :		
Inutilisés : Fonds de fonctionnement	(1 001 142)	(2 939 275)
Inutilisés : Paiements de transfert	(4 873 326)	(18 185 429)
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	136 548 633 \$	190 709 980 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de PacifiCan :

	2025	2024
	(en dollars)	
Comptes créditeurs – autres ministères et organismes gouvernementaux	1 086 653 \$	517 317 \$
Comptes créditeurs – parties externes	51 408 850	75 995 352
Total des comptes créditeurs	52 495 503	76 512 669
Charges à payer	682 695	1 110 269
Total des comptes créditeurs et charges à payer	53 178 198 \$	77 622 938 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PacifiCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Les employés ainsi que PacifiCan versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2024-2025 s'élève à 1 906 150 \$ (1 719 579 \$ en 2023-2024). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,02 fois en 2023-2024) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2023-2024) les cotisations des employés. La responsabilité de PacifiCan relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Les indemnités de départ accordées aux employés de PacifiCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.



Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivants :

	2025	2024
	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées – début de l'exercice	395 365 \$	347 705 \$
Dépenses pour l'année	(8 020)	47 942
Prestations versées au cours de l'année	(4 822)	(282)
Obligation au titre des prestations constituées – fin de l'exercice	382 523 \$	395 365 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente les détails des comptes débiteurs et des soldes des avances de PacifiCan :

	2025	2024
	(en dollars)	
Comptes débiteurs – Autres ministères et organismes gouvernementaux	54 439 \$	73 412 \$
Comptes débiteurs – Parties externes	39 149	142 532
Avances aux employés	3 441	(8 366)
Sous-total	97 029	207 578
Comptes débiteurs bruts	97 029 \$	207 578 \$
Comptes débiteurs nets	97 029 \$	207 578 \$

Des avances aux employés totalisant 1 633 \$ ont été transférées d'autres ministères à PacifiCan durant l'exercice 2024-2025 (8 612 \$ en 2023-2024). Consulter la note 12 pour obtenir de plus amples détails.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PacifiCan :

	2025	2024
	(en dollars)	
Prêts		
Contributions remboursables sans condition	82 660 485 \$	85 366 641 \$
Intérêts courus – paiements de transfert à remboursement sans condition	1 542 910	259 561
Moins : escompte non amorti	(1 788 590)	(4 302 583)
Sous-total	82 414 805	81 323 619
 Paiements de transfert recouvrables	 3 289 417	 1 673 335
Sous-total	85 704 222	82 996 954
 Moins : provision pour irrécouvrabilité	 (42 300 478)	 (34 459 268)
 Prêts bruts	 43 403 744	 48 537 686
 Prêts détenus au nom du gouvernement	 (43 403 744)	 (48 537 686)
 Prêts nets	 0 \$	 0 \$

Paiements de transfert à remboursement non conditionnel

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 151 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2022 et 2025, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 38 220 998 \$ (32 961 260 \$ en 2023-2024) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement non conditionnel, une provision de 1 243 935 \$ (168 980 \$ en 2023-2024) a été constatée.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de PacifiCan peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure en vertu desquels PacifiCan sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2026	2027	2028	2029	À partir de 2030	Total
	(en dollars)					
Paiements de transfert						
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	8 303 591 \$	1 711 516 \$	317 000 \$	200 000 \$	0 \$	10 532 107 \$
Programme de développement des collectivités	10 488 454	0	0	0	0	10 488 454
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de programme Croissance économique régionale par l'innovation)	46 821 556	26 178 630	3 036 041	0	0	76 036 227
Programme Lytton Business Restart	1 777 530	128 287	52 500	0	0	1 958 317
Initiative pour les femmes entrepreneur	975 000	0	0	0	0	975 000
Programme Lytton Homeowner Resilient Rebuild	519 992	0	0	0	0	519 992
Total	68 886 123 \$	28 018 433 \$	3 405 541 \$	200 000 \$	0 \$	100 510 097 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Revenus

Les principaux types de revenus de PacifiCan sont les suivants : amortissement d'escomptes, services aux autres ministères, intérêt, autre et revenus gagnés pour le compte du gouvernement. L'amortissement d'escomptes, les intérêts, les autres frais et droits et les revenus divers sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les services aux autres ministères et le gain sur la cession d'actifs autres que des immobilisations sont comptabilisés lorsque les obligations d'exécution sont remplies.

(a) Ventilation des revenus

	2025	2024
	(en dollars)	
Revenus		
Amortissement de l'escompte (sans contrepartie)	2 546 553 \$	477 838 \$
Intérêt (sans contrepartie)	897 644	242 643
Autre		
Autres frais et charges (sans contrepartie)	31 620	7 395
Divers (sans contrepartie)	5	5
Total autre	31 625	7 400
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement (avec contrepartie et sans contrepartie)	(3 475 822)	(727 881)
Total des revenus	0 \$	0 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Gestion du risque

PacifiCan est exposée aux risques suivants en raison de son utilisation d'instruments financiers : risque de crédit, risque de marché et risque de liquidité.

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière.

L'exposition maximale de PacifiCan au risque de crédit au 31 mars 2025 et au 31 mars 2024 correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

PacifiCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante de risque de crédit lié aux débiteurs de parties externes. Une analyse de l'ancienneté de ces actifs financiers et des provisions pour moins-value associées utilisées afin de refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette est présentée à la note 6.

PacifiCan assume intentionnellement le risque de contrepartie lié à certains prêts en cours à des conditions avantageuses afin de soutenir divers objectifs stratégiques. Des provisions pour moins-value sont appliquées en conséquence pour refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette, comme l'explique la note 7.

(b) Risque lié au marché

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque lié au marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

i) Risque de change

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du taux de change.

PacifiCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante du risque de change lié aux instruments financiers libellés en devises étrangères.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les contributions à remboursement non conditionnel de PacifiCan et les paiements de transfert recouvrables sont des instruments ne portant pas intérêt. Bien que la juste valeur de ces instruments financiers soit touchée par les variations des taux d'intérêt du marché, il n'y a aucune incidence sur les états financiers de PacifiCan puisque ces éléments sont évalués au coût ou au coût amorti.

iii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres



à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs touchant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

(c) Risque de liquidité

Il s'agit du risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers.

Comme le financement des passifs financiers de PacifiCan provient du Trésor public, son exposition au risque de liquidité est totalement atténuée.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, PacifiCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les entités apparentées incluent également les membres clés de la direction ou les membres de la famille proche de ces personnes ainsi que les entités contrôlées en tout ou en partie par un membre clé de la direction ou un membre de la famille de cette personne.

PacifiCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PacifiCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan :

	2025	2024
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	1 938 348 \$	1 926 305 \$
Hébergement	1 040 004	685 464
Total	2 978 352 \$	2 611 769 \$

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan.



(b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

Conformément aux lettres d'entente interministérielle signée avec le ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC) le 29 avril 2022, PacifiCan administre l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour que les collectivités autochtones participent au développement de l'énergie propre. Au cours de l'exercice, PacifiCan a engagé des dépenses de 0 \$ (1 772 500 \$ en 2023-2024) pour l'initiative sur l'énergie propre. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers de SAC, anciennement connu sous le nom de ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), et ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers.

	2025	2024
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	0 \$	1 772 500 \$
Total	0 \$	1 772 500 \$

(c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2025	2024
	(en dollars)	
Comptes débiteurs	54 439 \$	73 412 \$
Comptes créditeurs	1 086 653	517 317
Dépenses	7 891 894	7 196 907

Les dépenses inscrites à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

Actifs

Comptes débiteurs et avances (note 6)		
Transférés de Ressources naturelles Canada	0 \$	(1) \$
Transférés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada	0	(29)
Transférés du Secrétariat du Conseil du Trésor	0	(70)
Transférés d'Emploi et Développement social Canada	0	(173)
Transféré de Services aux Autochtones Canada	0	(224)
Transférés d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	0	(326)
Transférés des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada	0	(812)
Transférés de la Sécurité publique et de la Protection civile	0	(6 684)
Transférés d'Affaires mondiales Canada	(1 633)	(293)
Transférés de Développement économique Canada pour les Prairies	(80 187 052)	0
Ajustement de la situation financière nette du ministère	(80 188 685) \$	(8 612) \$



Pacific Economic
Development Canada

Développement économique
Canada pour le Pacifique

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

13. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PacifiCan et sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Croissance des entreprises	Services aux entreprises	Innovation	Initiatives communautaires	Services internes	2025 Total	2024 Total
Paiements de transfert							
Organismes sans but lucratif	24 158 208 \$	12 842 365 \$	9 143 723 \$	7 431 894 \$	0 \$	53 576 190 \$	79 446 561 \$
Autres niveaux de gouvernement au Canada	185 764	0	125 000	(172 181)	0	138 583	7 749 338
Industrie	0	32 560	0	328 707	0	361 267	2 503 927
Individus	0	0	0	212 576	0	212 576	5 000
Conditions de paiement de transfert remplies	(1 732 596)	0	0	(1 233 724)	0	(2 966 320)	(2 691 599)
Total des paiements de transfert	22 611 376	12 874 925	9 268 723	6 567 272	0	51 322 296	87 013 227
Dépenses d'exploitation							
Créances estimées irrécouvrables	7 026 523	431 971	1 236 468	(1 454 323)	0	7 240 639	2 832 072
Salaires et avantages sociaux des employés	6 640 447	2 541 469	4 761 849	5 179 601	8 058 344	27 181 710	26 228 139
Services professionnels et spéciaux	1 529 345	1 446 545	1 635 394	1 707 158	2 296 569	8 615 011	9 040 352
Acquisition de matériel et d'outillage	115 550	81 095	116 383	105 750	158 704	577 482	1 020 668
Hébergement	213 201	120 640	217 361	192 401	296 401	1 040 004	685 464
Transport et communication	163 753	62 885	102 841	285 466	314 215	929 160	910 848
Location	83 491	47 619	100 982	151 799	202 770	586 661	748 587
Services publics, fournitures et approvisionnements	6 507	7 509	7 812	12 313	12 327	46 468	99 707
Information	37 836	11 306	21 475	232 995	62 818	366 430	600 408
Autre	27	57	243	190	120 937	121 454	3 980
Dépenses engagées au nom du gouvernement	(7 026 523)	(464 531)	(1 236 469)	1 454 324	0	(7 273 199)	(4 932 430)
Dépenses de fonctionnement totales	8 790 157	4 286 565	6 964 339	7 867 674	11 523 085	39 431 820	37 237 795
Total des dépenses	31 401 533	17 161 490	16 233 062	14 434 946	11 523 085	90 754 116	124 251 022
Revenus							
Intérêt	119 530	0	133 828	644 286	0	897 644	242 643
Autre	255	0	706	30 664	0	31 625	7 400
Amortissement de l'escompte	919 769	0	1 059 291	567 493	0	2 546 553	477 838
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 039 554)	0	(1 193 825)	(1 242 443)	0	(3 475 822)	(727 881)
Total des revenus	0	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités continues	31 401 533 \$	17 161 490 \$	16 233 062 \$	14 434 946 \$	11 523 085 \$	90 754 116 \$	124 251 022 \$



Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et du plan d'action de Développement économique Canada pour le Pacifique pour l'exercice 2024–2025 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers de PacifiCan pour l'exercice 2024-2025 (non auditée)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) évaluera ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements seront autorisés comme il se doit.

PacifiCan tirera parti des résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2024–2025

Les contrôles existants relatifs au paiement des biens et services et à l'autorisation de paiement ont continué à bien fonctionner et constitueront une base adéquate pour le système prévu de contrôle interne de l'Agence durant les années à venir.

Durant l'année en cours, aucun contrôle important n'a été modifié de manière importante et n'a nécessité aucune réévaluation.

3. Plan d'évaluation

PacifiCan prévoit de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, en se concentrant sur les contrôles de base liés à la gestion financière et aux rapports financiers.